ASSEMBLÉE NATIONALE

11 octobre 2023

PLFSS POUR 2024 - (N° 1682)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 221

présenté par

M. Mickaël Bouloux, M. Guedj, M. Aviragnet, Mme Battistel, M. Califer, M. Delaporte, M. Baptiste, M. Philippe Brun, M. David, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 26, insérer l'article suivant:**

- I. – L'État peut autoriser, pour une durée de deux ans et à titre expérimental, le financement de protocoles de télémédecine impliquant les orthophonistes exerçant dans le cadre de l'exercice coordonné des structures d'exercice coordonné mentionnées aux articles L. 1411-11-1, L. 1434-12, L. 6323-1 et L. 6323-3 du code de la santé publique par le fonds régional mentionné à l'article L. 1435-8 du code de la santé publique.
- II. – Les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation prévue au I sont définies par décret, au plus tard au 1^{er} octobre 2024. Les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale arrêtent la liste des territoires participant à l'expérimentation mentionnée au I du présent article, dans la limite de trois régions.
- III. – Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation, qui se prononce notamment sur la pertinence d'une généralisation.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement des députés socialistes et apparentés vise à expérimenter la télé-expertise en sollicitant l'avis d'un orthophoniste.

Actuellement l'article R 6316-1 permet aux professionnels de santé de solliciter à distance l'avis d'un ou de plusieurs professionnels médicaux en raison de leurs formations ou de leurs compétences particulières, sur la base des informations de santé liées à la prise en charge d'un patient, or il peut s'avérer utile qu'un professionnel de santé ait besoin de solliciter à distance l'avis d'un orthophoniste (lorsque que ces derniers exercent dans une structure de soins coordonnés) sur la base des informations de santé liées à la prise en charge d'un patient.

La télé-expertise permettrait à la fois d'éviter des dépenses de santé liées à la multiplication des prises de rendez-vous et de faciliter l'accès à l'expertise orthophonique. Elle apporte notamment une réponse aux difficultés d'accès aux soins. N'entraînant pas de surcoût pour la Sécurité Sociale, la télé expertise réduirait le nombre de consultations « d'orientation » du médecin.

Par cet amendement, il semble alors opportun d'expérimenter une définition plus large de la télé-expertise.

Afin que cette expérimentation soit la plus en adéquation avec le terrain, il faudrait qu'elle puisse se faire dans trois régions.

Cet amendement a été travaillé avec la Fédération Nationale des Orthophonistes.